

En partenariat avec la ville de Rouen



RAPPORT SUR LA SÉCURITÉ NOCTURNE À ROUEN



FEDER - Fédération des Etudiants Rouennais



Sommaire

Edito	3
Propos introductifs.....	4
Les expériences personnelles.....	6
I - Personnes victimes de violences.....	6
De quoi parle-t-on ?	
Temporalité et fréquence	
Environnement	
Lieux géographiques	
Quelle prise en charge de ces problèmes ?	
Pour aller plus loin	
II - Personnes témoins de violences.....	11
De quoi parle-t-on ?	
Environnement	
Lieux géographiques	
Quelle prise en charge de ces problèmes ?	
Avis personnels sur la sécurité à Rouen.....	13
Avis général de la population étudiante	
Comment la population étudiante se protège-t-elle de ces violences ?	
Les solutions envisagées.....	15



La FEDER, en bref

La Fédération Des Etudiants Rouennais est la première association étudiante représentative des étudiants et étudiantes de Haute-Normandie hors circonscription du Havre. En effet, elle fédère 22 associations étudiantes au sein de son réseau associatif.

En conséquence, la FEDER œuvre et anime depuis plus de 25 ans, la vie étudiante de ce territoire en représentant et accompagnant les étudiants et étudiantes tout au long de leurs études.

Pourquoi cette enquête ?

Le public étudiant représente presque un tiers de la population rouennaise. Cette ville est connue pour être riche en événements pour la jeunesse, notamment en événements organisés par la ville mais aussi en soirées étudiantes organisées par les associations étudiantes.

Les problèmes de sécurité nocturne à Rouen ne sont pas nouveaux : bien avant la crise de la COVID 19, les témoignages sur les réseaux étudiants étaient fréquents. Ces derniers mentionnaient des agressions physiques, de vandalisme, mais aussi des problèmes d'harcèlement de rue, d'agression sexuelle voire de viols. Ces derniers mois, beaucoup de témoignages de soumission chimique, par introduction de produits dans des verres ou par piqûres ont été signalés.

Cette accumulation de violences, qui ne concerne pas que la population étudiante, a pour effet d'effrayer les rouennais.e.s qui ne se sentent pas en sécurité pour profiter de notre ville et de ses établissements de vie.

Malgré tout cela, nous ne possédions aucun retour quantitatif sur ces problèmes, chose demandée par les différents institutionnels afin de se saisir pleinement de cette question. Ainsi le service de prévention de la délinquance de la tranquillité publique de Rouen a proposé à la FEDER de travailler sur ces sujets, d'abord à travers l'élaboration d'un questionnaire pour ensuite lancer des groupes de travail avec des étudiant.e.s volontaires afin de trouver des solutions pérennes.

Les résultats de ce questionnaire seront très importants afin de trouver des solutions concrètes pour sécuriser Rouen.



Introduction

Afin que toutes et tous aient des définitions identiques des faits traités nous en avons fait un rappel :

- **Harcèlement de rue** : comportements adressés aux personnes dans les espaces publics et semi-publics, visant à les interpeller verbalement ou non (regards, sifflements, se faire suivre...), leur envoyant des messages intimidants, insistants, irrespectueux, humiliants, menaçants, insultants.
- **Viol** : tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui ou sur la personne de l'auteur par violence, contrainte, menace ou surprise. Tout acte de pénétration sexuelle est visé : buccale, vaginale, anale, par le sexe, le doigt ou un objet.
- **Agression sexuelle** : toute atteinte sexuelle commise avec violence, contrainte, menace ou surprise
- **Agression physique** : atteinte corporelle qui a pour but de blesser ou d'humilier la victime
- **Agression verbale** : mots adressés à une ou plusieurs personnes qui ont pour intention de nuire ou de menacer ou de provoquer

Au total cette enquête a recueilli 1187 réponses. Le questionnaire a été publié sur divers réseaux sociaux : ceux de la FEDER, des associations étudiantes rouennaises, les groupes facebook étudiants ainsi que les canaux internes de communication des différentes filières ou établissements d'enseignement.

Profil des personnes sondées :

Le genre des répondant.e.s est majoritairement féminin avec 69,3%, le reste correspond à 30% d'hommes et 0,8% de personnes non-binaires.

La tranche d'âge touchée correspond pour 45,4% aux 18-20 ans, ensuite viennent les 21-25 ans avec 49,1% de réponses, le reste correspond au moins de 18 ans avec 0,8% et 4,8% ont plus de 25 ans.



La provenance des réponses est représentative de la répartition des étudiant.e.s dans les établissements, à savoir plus de la moitié sont universitaires et le reste se partage entre les différentes écoles privées, publiques ou les BTS.

Ces chiffres ont pour but d'avoir un aperçu de la réalité, ils sont non exhaustifs et sont une estimation basse de ce que peuvent vivre les habitant.e.s de Rouen. Vous pourrez trouver les informations concernant les villes de Mont Saint-Aignan et Saint-Etienne du Rouvray en fin de document.

I - Personnes victimes de violences

Les chiffres sont alarmants : **72,7 %** des personnes sondées ont déjà été victimes de violences, cela correspond à 863 personnes. La majorité étant des femmes (77,7%).

Le manque de sécurité est bien réel

De quoi parle-t-on ?

Plusieurs violences pouvaient être reportées d'où ces chiffres

Harcèlement de rue : 82,2% de victimes

Agressions verbales : 65,7% de victimes

Agressions physiques : 22,8% de victimes

Violences sexuelles : 15,8% de victimes

Vols à la tire : 10% de victimes

Soumission chimique : 6% de victimes

Nous manquons de chiffres à propos de la soumission chimique et ils sont inquiétants : 6,3% de victimes.

Nous regrettons que ce sujet national ait mis autant de temps à être pris au sérieux par les autorités. Cependant il est très difficile à prendre en main du fait de leurs effets mal connus, les délais de prise en charge très courts et le fait que les victimes ne sentent pas forcément les piqûres.

Nous avons pu constater une volonté des établissements de nuit de se saisir de ce problème en mettant à la vente des protections de verre. Cependant des problèmes demeurent.

“ Nous n'avons pas le droit d'apporter nos propres protections de verre sous prétexte que l'établissement de nuit en vendaient déjà. ”

Un détecteur de métal étant inutile à cause de la taille trop fine des aiguilles. Ainsi ces solutions n'ont pas réellement endigué le problème mais restent des initiatives saluables.

“ Mon amie a eu l'impression d'être droguée et lorsque nous appelions le CHU de Rouen, on nous répondait de rentrer chez nous car cela passerait. ”

“ Au téléphone, on minimisait mon vécu en prétextant que mon état était dû à l'alcool. ”



Plusieurs personnes ont témoigné de mauvaises prises en charge par le service des urgences du CHU Charles Nicole.

Les associations étudiantes ont fait beaucoup de communication dessus et ont investi dans des protections de verre. Cependant toutes n'ont pas les fonds nécessaires et cela ne règle en aucun cas le problème de fond. La ville de Rouen a elle aussi participé à ce financement.

Enfin, retrouver la personne à l'origine de ce type de violence est extrêmement complexe et rend cette soumission impunie.

Les violences sont globalement d'origine misogyne, on note aussi des propos discriminatoires envers la communauté LGBT+ ou basée sur le physique ou l'ethnie présumée de la personne.

La dégradation de matériel (casse de voitures...) n'a pas été questionnée, cependant nous notons que de nombreux témoignages de voitures cassées ou de vélos volés circulent régulièrement sur les réseaux étudiants.

Temporalité et fréquence

Ces faits ont majoritairement lieu la nuit. Ils se répartissent de façon égale sur toute la période précédant le lancement du questionnaire. Nous voyons une légère baisse liée à la COVID-19 mais de très peu. Malgré les avancées que nous rapporte la ville, aucune baisse notable n'est constatée.

Enfin, 82,4% des victimes affirment que les faits de violences cités n'étaient pas isolés et elles ont pu en être plusieurs fois victimes.

Un des arguments avancés par la ville concernant l'éteignage des lampadaires en ville est que la nuit il n'y a pas plus de problèmes. Or nous constatons (même s'ils ne sont qu'un aperçu succinct de la réalité) que la nuit les violences sont bien plus présentes que le jour.



Environnement

Dans la rue (96,1%)
Dans les transports en commun (49,4%)
Dans les boîtes de nuit (22,9%)
Dans les bars (18,4%)

Les associations étudiantes ont pu mettre en place différents dispositifs pour essayer de pallier cela : organisation de "pédibus" pour rentrer en groupe, des personnes sont dédiées à la prise en charge de victimes de violences sexistes et sexuelles sont en cours de développement. Cependant les étudiant.e.s ne sont pas des professionnels, ces solutions sont palliatives et trouvent rapidement leurs limites.

Lieux géographiques

Théâtre des Arts, Saint-Sever, Quais (rives droite et gauche), Cathédrale, Vieux Marché, Gare, Saint-Marc, Pasteur et Haut de Rouen.

Ces lieux sont aussi à nuancer en fonction des habitudes des personnes qui ont répondu au questionnaire mais aussi au vu de l'activité nocturne des différents quartiers. En effet, il est normal que dans un lieu où l'on retrouve de nombreux établissements de nuit aient un nombre de plaintes plus important qu'un lieu résidentiel.

Quelle prise en charge de ces problèmes ?

Dans 96% des cas les agresseur.e.s ne sont pas connu.e.s des victimes, ce qui est un premier frein pour des poursuites. Les personnes ne sont pas identifiables, pas de caméra sur le lieu de l'incident, difficulté à se souvenir de tout un groupe, les victimes oublient involontairement l'évènement (amnésie traumatique)...



Les expériences personnelles

82% des victimes ont parlé de ces faits à leur entourage, que ce soit pour les informer de ces problèmes ou recevoir un soutien psychologique ou émotionnel. De plus, nous le verrons par la suite, l'entourage est souvent sollicité pour assurer plus de sécurité lors des retours : appels, envoi de messages une fois rentré.e etc. 19% des sondé.e.s ne parlent pas de ces évènements, plusieurs hypothèses sont possibles : ces personnes n'en ressentent pas le besoin, ne pensent pas que cela soit utile ou peuvent avoir honte, sont en état de choc, ont peur de ne pas être cru.e.s... 3,8% en parlent avec des professionnel.le.s du monde médical, 3% en parlent sur les réseaux et 0,3% en parlent à des associations.

Souvent pointé du doigt afin de mettre en place des actions concrètes, le manque de signalements à la police a été questionné. **Seulement 9% des victimes ont signalé ces faits.**

Parmi elles, seulement 1% mentionnent qu'il y a eu une suite.

59% des victimes qui ont signalé leur violence déclarent que cela ne leur paraissait pas utile, 57% pensent que cela n'aura pas d'effet, 24% déclarent que les démarches leur paraissent trop longues et 10% ne savaient pas si elles pouvaient porter plainte. Tous ces comportements sont cumulables.

“ Les policiers étaient occupés ailleurs, aucune patrouille disponible. ”

“ J'ai uniquement signalé le 1er viol et il a été classé sans suite, je n'ai donc plus jamais été déposée plainte. ”

“ Oui pour le viol et mon dossier n'a toujours pas été ouvert au bout d'un an. ”

“ Main courante, on m'a dit que la plainte ne servait à rien. ”

“ La police ne prend pas ça au sérieux. ” / “ J'ai été extrêmement mal reçue lors de mon dépôt de plainte. ”

“ Ça prend trop de temps, trop de démarches pour aucun résultat. ”

“ Aucune, ils ne se sont même pas déplacés. Alors que mon agresseur était encore à l'arrêt du Teor où je me suis fait agresser. ”

“ La réponse la plus flagrante a été "il y a des choses plus urgentes en ce moment" et on m'a raccroché au nez. ”

” Nous avons appelé la police mais la police n'a jamais répondu à notre appel pour cause de "plateforme téléphonique saturée" quand les événements arrivaient. Nous n'avons pas reçu d'aide et avons dû nous débrouiller seuls. ”

Pour aller plus loin

D'après l'enquête "Prends ma plainte" de Nous Toutes (mars 2021), les personnes témoignant d'une mauvaise prise en charge par les services de police décrivent plusieurs causes. Nous retrouvons en premier la banalisation des faits, puis le refus de prendre la plainte ou le découragement de porter plainte, la culpabilisation de la victime, tenues de moqueries, sexisme ou propos discriminants et enfin la solidarité avec la personne mise en cause pour violences.

Ces problèmes de prise en charge par la police n'est pas typique de Rouen, en effet nous savons toutes et tous que les moyens financiers et humains sont faibles, que les services peuvent être saturés, que les formations manquent. Les victimes sont donc vite découragées et sont mal informées de leur droit.

Sarah "La Crieuse", jeune femme rouennaise de 20 ans obligée de faire des cris d'animaux pour faire fuir les hommes qui la harcèlent.



Cette vidéo, virale à la rentrée 2021 a fait sourire beaucoup de personnes. Elle est le reflet d'une triste réalité et montre jusqu'à quelles extrémités les victimes doivent aller afin de ne pas être importunées ou pire dans la rue. Cela n'est pas normal de devoir adopter ce genre de comportements.



II - Personnes témoins de violences

52,8% des répondant.e.s ont été témoins de violences, dont 60% des cas étaient plutôt réalisées de nuit. Nous retrouvons la même analyse que dans la partie précédente concernant la temporalité : ces violences sont globalement constantes d'année en année.

De quoi parle-t-on ?

74% d'harcèlement de rue
70% d'agressions verbales
41% d'agressions physiques

Nous retrouvons aussi : violences sexuelles, vols à la tire, personnes droguées à leur insu en plus petites proportions. Les raisons de ces violences sont les mêmes que précédemment.

71% des personnes disent que ce n'est pas la première fois qu'elles assistent à ces violences.

FOCUS

Dans certaines rues proches de lieux festifs comme rue de la République nous pouvons observer d'autres faits comme des voitures qui font des tours notamment aux horaires de fins de soirées, et roulant extrêmement vite en face de ces lieux. Cela créant de l'insécurité par peur de se faire renverser mais les individus en question n'étaient pas rassurants.

Environnement

Dans la rue (90%)
Dans les transports en commun (57%)
Dans les boîtes de nuit (27,6%)
Dans les bars (27%)



Lieux géographiques

Théâtre des Arts, Saint-Sever, Quais (rive droite et gauche), Cathédrale, Vieux Marché, Gare, Saint-Marc, Pasteur et Hauts de Rouen.

Quelle prise en charge de ces problèmes ?

Quasiment aucune personne ne connaissait les agresseur.e.s au moment des faits. Comme précédemment, la majorité en parlent autour d'elle et seulement 6% ont signalé ces faits à la police.

La moitié pensent que "cela ne sert à rien de le signaler à la police" et 38% que cela n'était pas nécessaire,

De plus, de nombreux autres freins sont proposés : méconnaissance des droits et obligations des témoins d'une scène de violence, manque de légitimité, peur d'aggraver la situation, manque de visibilité sur ce qu'il s'est réellement passé, peur pour sa propre sécurité...



Avis général de la population étudiante

89% pensent que ces violences ont lieu plusieurs fois par semaine. 48% pensent être parfois être en insécurité à Rouen et 41% le sont souvent.

Les lieux où ce public se sent le moins en sécurité sont : Saint-Sever, les quais, la gare, Théâtre Des Arts, Pasteur, Vieux Marché, Saint-Marc, Hauts de Rouen et Cathédrale.

Comment la population étudiante se protège-t-elle de ces violences ?

De nombreuses techniques ont été développées afin de sécuriser ses trajets, chacun et chacune ayant ses propres tactiques allant de la plus simple à la plus coûteuse. On note :

- Contourner les zones connues pour leur insécurité ou leur manque d'éclairage
- Privilégier les axes avec de la fréquentation
- Changer de trottoirs en fonction des individus que l'on croise
- Suivre des groupes de personnes qui vont dans la même direction

Certains hommes ayant conscience de l'inquiétude qu'ils peuvent représenter changent d'eux-mêmes de trottoir afin que les femmes qu'ils croisent n'aient pas à le faire. Dans les transports, cela peut se traduire par se mettre à proximité de l'agent.e qui conduit.

L'entourage est souvent sollicité, que ce soit pour raccompagner (mais cela peut demander à ces personnes de faire des détours), pour s'appeler, ou envoyer des messages le temps de rentrer et enfin le classique "tu m'envoies un message pour me dire que tu es bien rentré.e". Une autre technique est de paraître le moins attirant.e possible : plusieurs se changent en mettant des vêtements amples ou plus couvrant.



A défaut d'avoir une arme sur soi, beaucoup mettent leurs clefs entre leurs doigts pour se défendre en cas de besoin.

Cependant, certaines techniques sont coûteuses, hors nous savons que la précarité étudiante est importante et investir dans ce matériel n'est pas à la portée de tout le monde. De plus, nous notons que la plupart du temps ce sont des femmes qui font ces achats, ces coûts liés à leur sécurité s'ajoutent aux coûts liés à leur genre : protections périodiques, rendez-vous gynécologiques etc. Ainsi le budget lié au genre d'une personne pèse lourd dans le porte-monnaie.

Voici quelques exemples : achat de bombes au poivre ou bombes lacrymogènes, paiement de cours de self-défense, rentrer en voiture...

Il nous est aussi signalé des personnes en trottinette ou en vélo qui étaient malgré tout importunées.

” Mettre des habits qui cachent + mes formes, mettre des baskets au cas où je doive courir. ”

” Je rentre désormais chez moi avec un taser et une lampe torche pour voir où je mets les pieds. ”

Ainsi la charge mentale liée au simple fait de sortir de chez soi est très importante, notamment au retour de soirées qui sont censées clôturer des moments d'amusement et de détente.

Les solutions trouvées ou envisagées

Nous saluons l'investissement financier de la ville de Rouen dans l'application Umay, remplaçant du dispositif "Angela". Il nécessite malgré tout une meilleure visibilité sur notre territoire.



La brigade de nuit de la ville de Rouen sera opérationnelle en 2023 afin de renforcer les effectifs actuels.

Le personnel de la police municipale rouennaise a été sensibilisée à la prise en charge de victimes de violences.

Une campagne de communication sur les violences faites aux femmes dans les transports a eu un bel impact lors des périodes thématiques liées à ce sujet. Enfin dans les bus du Réseau Astuce, l'arrêt à la demande a été créé ainsi qu'un système de vidéosurveillance.

Malgré tout cela ne règlera cependant pas l'ensemble des problèmes énoncés dans ce rapport et il est nécessaire de pousser plus loin la réflexion et les efforts.

Après la diffusion de ce rapport, des groupes de travail seront proposés aux étudiant.e.s qui nous ont laissé leur coordonnées. Nous orienterions ce travail en trois axes :

- Campagne de communication, supports et outils de communication
- Stratégie d'évitement et précautions
- Comment mieux sécuriser l'espace public et l'amélioration de la prise en charge des victimes

La sensibilisation massive tout au long de l'année du grand public via des campagnes d'informations concernant les modalités de dépôt de plainte ou toutes autres procédures, ainsi que les obligations des instances judiciaires vis-à-vis des victimes. En effet, beaucoup de victimes se retrouvent démunies face aux recours juridiques et judiciaires possible. De plus, il nous semble important d'axer sur les sanctions qu'encourent les agresseurs/agresseuses. Cela permettrait, en partie, de pallier le manque de remontées de terrain.



- La formation systématique de l'ensemble des personnels policiers, médicaux et de la TCAR, si cela n'est pas déjà fait. Il est inacceptable de recevoir encore autant de témoignages de mauvaises prises en charge de victimes avec des propos irrespectueux ou minimisant les violences vécues.
- Valoriser les propositions de cours de self-défense gratuits auprès du grand public.
- Continuer les campagnes de communications avec des affiches permanentes sur les arrêts de bus le permettant et dans les bus sur les violences, les sanctions de ces violences et les recours possibles.
- Une meilleure diffusion des actions mises en place par les acteurs territoriaux, par exemple l'arrêt à la demande à été très bien diffusé lors de sa création cependant avec le temps il l'est beaucoup moins.

Cette enquête se concentre sur la ville de Rouen, partenaire de ce questionnaire, cependant les propositions de réponses de ce questionnaire interrogeait les villes limitrophes et nous avons donc réalisé un complément sur ces dernières ci-après. Pour conclure ce rapport, les problèmes au sein de la ville de Rouen sont multiples, mais une donnée est commune à toutes et tous : des violences régulières, un sentiment d'insécurité présent et malheureusement un ressenti mitigé concernant les solutions proposées par la ville.

Nous saluons les diverses solutions proposées mais elles ne sont pas démocratisées et nous nous sentons seul.e.s et souvent désemparé.e.s face à ces violences.

Aller plus loin et surtout rassurer la population étudiante nous semble primordial. Finalement cette population n'est qu'un échantillon de la population globale qui ressent tout aussi fortement que nous ces difficultés.





**Un problème ou une question
concernant tes droits ?**
defensedesdroits@feder-rouen.org

Retrouve ce document en format PDF ici



Contacts

**Rédigé par Ibtissam MADI, Vice-Présidente en charge des
Affaires Sociales de la FEDER**
affaires.socials@feder-rouen.org

Justine GREMONT, Présidente de la FEDER
presidence@feder-rouen.org





Ville de Mont Saint-Aignan (MSA), Saint-Etienne du Rouvray (SER) et Elbeuf

Les villes de Mont-Saint-Aignan et Saint-Etienne-du-Rouvray sont pourvus de 3 campus/sites étudiants : le campus universitaire de "Mont-Saint-Aignan" (auquel on peut comptabiliser dans les alentours les écoles privées environnantes), le campus du "Madrillet" avec le pôle universitaire et les établissements privés et public d'ingénierie et enfin l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) du Rouvray rattaché au CHR.

Ce public est lui aussi touché par les problèmes de sécurité nocturne et il nous paraissait tout aussi important d'alerter les responsables de ces villes afin d'y trouver des solutions.

Ces étudiant.e.s peuvent habiter dans leur ville d'étude tout comme à Rouen, et la majorité des soirées étudiantes se déroulent à Rouen aussi.

Parmi les lieux cités par les personnes victimes de violences aux alentours de SER nous retrouvons la forêt départementale du Madrillet, possédant un parking à son abord où les étudiant.e.s se garent. On note aussi le parc Gracchus-Babeuf qui peut être une zone sensible ainsi que les alentours des arrêts de métro entre Champs de Course et Technopôle ainsi que l'hôtel de ville de Sotteville-lès-Rouen.

Concernant MSA, des problèmes d'exhibitionnisme au niveau des résidences de du Bois et de la Pléiade ont été signalés avec plusieurs plaintes. De plus, un sentiment d'insécurité sur ces zones le soir et autour du campus universitaire nous a été remonté.

Nous pouvons noter que 49,4% de faits de violences signalés ont lieu dans les transports en commun. Ce public n'habitant pas aux alentours de lieux festifs, il est souvent amené à prendre les transports le plus tard possible ou le plus tôt dès la reprise du service pour profiter au maximum de leur soirée.

Concernant le campus étudiant d'Elbeuf, l'association étudiante nous a aussi signalé des soucis de sécurité en soirées étudiantes.



Les solutions envisagées

En plus des solutions générales proposées dans le document concernant Rouen, nous avons pu entamer ces travaux avec les autres villes concernées :

Un Groupement Partenariat Opérationnel va être organisé sur Mont Saint-Aignan pour rediscuter de manière plus précise de ces problèmes.

Nous réfléchissons à faire de même pour la partie du Madrillet.

Concernant Elbeuf, une enquête étudiante serait pertinente afin d'avoir des données de travail plus précises. pour ensuite mettre en place des solutions pérennes.

